

Brochure n° 3020

**Convention collective nationale**

IDCC : 787. – **PERSONNEL DES CABINETS  
D'EXPERTS-COMPTABLES  
ET DE COMMISSAIRES AUX COMPTES**

ACCORD DU 5 AVRIL 2007  
DÉSIGNANT L'OPCA DE BRANCHE  
NOR : ASET0750611M  
IDCC : 787

Entre :

Le syndicat IFEC ;

Le syndicat ECF,

D'une part, et

La fédération CFDT ;

La fédération CFTC ;

La fédération FEC FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit dans le cadre des dispositions de l'article L. 934-2 du code du travail.

**PRÉAMBULE**

Différents articles de l'accord de branche sur la formation professionnelle conclu le même jour que le présent accord faisant référence à un OPCA désigné par accord distinct, il est conclu ce qui suit.

**Article 1<sup>er</sup>**

Dans le cadre de l'article 6.1 de l'accord de branche conclu le même jour, l'AGEFOS PME est désignée pour collecter et gérer, au sein d'une SPP (section paritaire professionnelle), les contributions dans les conditions prévues aux articles 6.2 à 6.4.

## Article 2

2.1. Sous réserve du droit d'opposition organisé par l'article L. 132-2-2 du code du travail, le présent accord est conclu pour une durée de 3 années pour collecter et gérer les contributions :

- calculées sur les salaires de l'année civile 2006 sous réserve des cotisations versées par ailleurs en 2006 et/ou en 2007 ;
- calculées sur les salaires de l'année civile 2007 ;
- calculées sur les salaires de l'année civile 2008.

Il cessera de produire effet le 31 décembre 2009.

ASSIETTE de la contribution	DATE LIMITE de versement	DÉPENSES ENGAGÉES jusqu'au
Année civile 2006	28 février 2007	31 décembre 2007
Année civile 2007	29 février 2008	31 décembre 2008
Année civile 2008	28 février 2009	31 décembre 2009

2.2. Chaque syndicat signataire ou adhérent peut demander la révision de tout ou partie du présent accord selon les modalités suivantes :

- toute demande de révision doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception à chacun des autres signataires ou adhérents et comporter, outre l'indication des dispositions dont la révision est demandée, des propositions de remplacement ;
- le plus rapidement possible et au plus tard dans un délai de 3 mois suivant la réception de cette lettre, les parties devront ouvrir une négociation en vue de la rédaction d'un nouveau texte ;
- les dispositions de l'accord dont la révision est demandée resteront en vigueur jusqu'à la conclusion d'un nouvel accord ou, à défaut, jusqu'au terme ci-dessus ;
- sous réserve de l'exercice du droit d'opposition dans les conditions prévues par la loi, les dispositions de l'avenant portant révision se substitueront de plein droit à celles de l'accord qu'elles modifient et seront opposables à l'ensemble des employeurs et des salariés liés par l'accord, soit à la date qui aura été expressément convenue, soit à défaut, à partir du jour qui suivra son dépôt auprès du service compétent.

2.3. Au 2<sup>e</sup> trimestre 2009, les parties se rencontreront pour faire un bilan de l'application du présent accord et du fonctionnement de la SPP.

## Article 3

Le présent accord fait l'objet des formalités de dépôt par le secrétariat de la commission paritaire qui est mandaté pour demander son extension.

Fait à Paris, le 5 avril 2007.

(Suivent les signatures.)